

leur premier devoir est de protéger leur autorité contre tout empiètement de l'extérieur.

Le danger que court l'autorité des banquiers ne provient pas d'un autre syndicat, mais de chefs politiques dignes de foi—c'est-à-dire des politiciens qui doivent répondre de leurs postes aux électeurs. Ce danger grandit depuis que le vieil étalon-or a été aboli et les chefs politiques dignes de foi, au lieu de se soumettre à la tyrannie de l'or, ont adopté des politiques réfléchies et discrétionnaires pour réconcilier les objectifs souvent opposés de prix stables à l'intérieur et d'un haut niveau d'embauche.

L'Union des banquiers craint maintenant, et avec raison, que les chefs responsables pourrissent vouloir diminuer le rôle de l'or comme moyen international de contrôle, et y suppléer par des politiques discrétionnaires appliquées par le truchement du système monétaire international, pour soutenir l'échange croissant de biens et de capitaux entre les pays.

Si un aussi grand nombre de gens, même de l'Union des banquiers, disent que les règles du système monétaire doivent être modifiées, c'est que le système actuel menace d'imposer une contraction aiguë au commerce extérieur et aux placements internationaux (et aux taux de croissance intérieure dans les pays particulièrement à court de réserves)...

Voilà la situation qui se développe actuellement aux États-Unis, parce qu'on se rend compte que le déséquilibre soutenu dans leur commerce et leurs crédits à l'étranger ne peut continuer. Et l'article de poursuivre:

...alors qu'il devrait soutenir et encourager l'expansion. Le système actuel dépend des dollars et livres sterling pour surmonter l'incapacité de l'or à assurer la «liquidité»—les moyens de paiement—pour financer le commerce et les placements internationaux grandissants.

Nous critiquons volontiers le président de la République française dans certaines des choses qu'il propose au sujet de ce problème, mais quand on comprend le problème de la France—et c'est aussi le problème de bon nombre d'autres pays, dont le Canada—on se rend compte que ces choses sont peut-être plus sensées qu'on ne veut le reconnaître. Et l'article reprend:

Depuis longtemps déjà, l'or ne fournit plus qu'une fraction des réserves internationales requises; les encaisses en dollars à l'étranger ont représenté environ les trois quarts du montant total au cours des sept dernières années. Le système, par contre, a une faiblesse inhérente; d'après l'Union des banquiers, les déficits mêmes des États-Unis qui permettent la création de nouvelles réserves, rognent la confiance à l'étranger dans le dollar, les banques centrales, d'après les règles actuelles, ne pouvaient continuer à accumuler des dollars dans leurs réserves, et de fait elles ont commencé à diminuer leur encaisse en achetant l'or des États-Unis.

Je pourrais ajouter, tel que la France l'a fait, à un point qui met le système en danger. L'article continue ainsi:

Avec l'élimination de la principale source de nouvelles réserves—le dollar—on reconnaît généralement que le système actuel ne pourra pas produire des montants suffisants de liquidité à l'avenir.

C'est pourquoi il est nécessaire à l'heure actuelle que le Fonds monétaire international

vienne au Canada et demande une augmentation de notre quote-part. Voici la suite de l'article:

En fait, nombre d'observateurs très qualifiés, y compris sir Roy Harrod, estiment que le monde a déjà besoin de réserves beaucoup plus élevées. Mais, même si certains admettent, prudemment, ce besoin, il est presque impossible pour les membres de l'Union, des banquiers de faire quoi que ce soit en public. Toute mesure visant à augmenter les réserves, par la création d'une nouvelle unité monétaire internationale pour servir de base à l'expansion du crédit mondial, donnera inévitablement aux chefs politiques responsables un rôle discrétionnaire plus important qu'à l'heure actuelle dans le fonctionnement du système monétaire.

Toute réforme pratique modifiera un peu les règlements actuels et peut à tout le moins affaiblir la position des banquiers comme soutiens de la confiance dans l'argent. Il est presque impossible, du point de vue constitutionnel, que l'Union des banquiers entreprenne des modifications fondamentales de ses règlements. Les changements comportent des risques et le risque, c'est ce que les banquiers doivent éviter s'ils veulent qu'on leur confie de l'argent. Les banquiers sont prisonniers de leur occupation, liée à l'or.

Il serait très révélateur de savoir ce que le Canada a proposé lors des récentes réunions des 10 grandes puissances financières tenues en Belgique la semaine dernière. Cela démontre, à mon avis, que notre pays doit prendre l'initiative, ne serait-ce que pour assurer sa survivance, de présenter une solution de rechange dans tout ce domaine des paiements internationaux. Il s'agirait d'un moyen de change autre que l'or, parce que le Crédit social prétend que l'or est tout aussi inapproprié aujourd'hui sur la scène internationale qu'il l'était en 1935 au Canada.

• (9.30 p.m.)

Ainsi, monsieur le président, nous ne parlons pas seulement de notre part de la participation accrue; nous parlons d'une chose bien plus importante, qui remonte au fondement même des Accords de Bretton Woods. Elle remonte au problème qui a commencé durant la crise économique des années 30. Elle est devenue plus aiguë durant la seconde guerre mondiale, qui nous a forcés d'apporter des changements. Durant les années de dépression économique, le commerce mondial a diminué de plus de la moitié de ce qu'il était durant les années 20. Lorsque les biens de consommation sont revenus sur le marché, le commerce extérieur est redevenu vital pour l'économie de notre pays. Les pays ont put combler les lacunes un peu plus longtemps. Toutefois, nous entrons dans une région sur le point d'être touchée par la crise. Cette fois, nous devons trouver une solution avant que la crise frappe, car si elle se produit, elle créera une situation plus intolérable que ne le serait la venue d'une autre guerre.